

Situation politique et sanitaire en Algérie

En Algérie, l'épidémie du coronavirus survient dans un climat de tensions extrêmes sur fond de graves crises politique, sociale et économique. Malgré cela, les hirakistes, pourtant confinés, n'abdiquent pas. Ils créent de nouvelles formes d'organisations afin de lutter contre la propagation de l'épidémie tout en maintenant la pression sur le pouvoir.

En prenant des « mesures » pour lutter contre le virus, les autorités profitent de l'opportunité pour durcir la répression envers certains leaders politiques, militants associatifs et journalistes. Des peines de 1 à 2 ans de prison sont prononcées. Des sites électroniques, comme Maghreb Émergeant et Radio M sont bloqués et nul n'a le droit de donner des statistiques sur les cas avérés du Covid-19 en dehors du comité scientifique. Dans un climat de peur et de confusion, le nouveau premier ministre autorise les préfets à prononcer par simple décision administrative des peines de prison pour les personnes irrespectueuses des règles de confinement et pour les commerçants qui refusent d'ouvrir leurs établissements, le tout dans un contexte de peur, de stress et de grande méfiance envers les autorités.

Situation sanitaire et évolution de l'épidémie

Un mois après le premier cas constaté, le Covid-19 s'est répandu à travers tout le territoire. Sur les 48 départements, 9 grandes villes comme Blida, Alger, Tizi-ouzou, Annaba, Sétif, Oran, Mostaganem... sont gravement atteintes. Le Bilan s'aggrave de jour en jour et il faut rester très prudent par rapport aux chiffres annoncés : 1 983 cas graves et 313 morts dont 7 médecins - aujourd'hui la moyenne journalière est de 90 nouveaux cas et 25 morts. Ce bilan en dent de scie montre selon certains médecins que l'épidémie est loin d'avoir atteint son pic.

Le secteur de santé est catastrophique de par le manque de moyens matériels, de la mauvaise gestion et de la corruption. On compte 300 hôpitaux en Algérie dont 14 centres hospitaliers universitaires (dans un état de délabrement avancé) contre 3011 en France (tous secteurs confondus). De nombreux médecins font de leur mieux et s'exposent pour sauver des vies humaines quand d'autres prennent des congés maladie ou refusent de faire des gardes, ce qui incite des personnes volontaires à se mobiliser pour porter secours aux corps soignants. Pour le moment, seuls l'hôpital d'Alger et l'Institut Pasteur sont en mesure de faire des tests et leur nombre est très faible par rapport à la demande (45 tests par semaine). Aucune information n'est disponible sur le nombre de lits, le nombre d'assistants respiratoires et les espaces destinés à accueillir les malades.

Outre la gestion approximative de la crise sanitaire, on peut s'inquiéter de ce que les autorités ne pourront pas faire face en cas d'aggravation de l'épidémie, et ce pour plusieurs raisons :

- les chiffres des autorités n'ont jamais été fiables,
- personne ne connaît le nombre de personnes atteintes mais il est indéniable que chaque jour le nombre de cas augmente ;
- la contamination est à caractère exponentiel
- les moyens pour accueillir les malades en cas d'aggravation de l'épidémie sont très faibles.

Ajouté à cela que dans les jours à venir il va être très difficile de contenir la population à cause des importantes pénuries, de la période du ramadhan dont le début est prévu pour le 23 avril et de la crise du pouvoir d'achat.

Régimes autoritaires

On dit de plus en plus souvent que les régimes autoritaires sont plus réactifs que les pays démocratiques pour régler des problèmes cruciaux mais on n'oublie de mentionner que le manque de concertation, d'exigence, et les décisions prises à la hâte sont très dangereux, surtout dans des situations très compliquées. C'est le cas pour un certain nombre de mesures prises par les autorités algériennes :

- l'utilisation de la chloroquine sans concertation aucune,
- l'arrêt des transports publics et privés à travers tout le territoire national,
- le couvre feu de 19h à 7h du matin dans certaines régions et la mise en quarantaines des régions gravement touchées.
- Les algériens ne sont pas soumis à un régime déclaratif, ils doivent en toute circonstance demander une autorisation aux autorités compétentes comme actuellement le droit de circuler.

Dans la cité de Ain Naadja, banlieue algéroise, des policiers et des gendarmes ont fait des tirs de sommation pour inciter des citoyens à rentrer chez eux. Cela a bien sûr dégénéré en affrontements entre les forces de l'ordre et les habitants. Avec l'arrivée du mois de ramadhan, contenir la population risque de devenir une entreprise plus délicate.

L'utilisation de la religion à des fins politiques reste un enjeu capital pour ce pouvoir qui mise sur la fatalité afin de noyer toute responsabilité en rapport avec la situation. Le président impose la diffusion de textes religieux dans toutes les mosquées pendant trente minutes avant chaque appel à la prière. Les mosquées n'étant pas synchronisées, on imagine la cacophonie des hauts parleurs qui irrite bien des citoyens.

Plan Économique

Depuis la chute du prix des hydrocarbures en 2014, l'économie algérienne est gravement atteinte et les réserves de change ne cessent de diminuer. Les autorités décident de réduire de 41 milliards à 31 milliards d'euros les dépenses publiques, soit 25%, sachant que les finances actuelles de l'état ne suffisent déjà plus pour couvrir les simples besoins alimentaires pendant les 15 prochains mois. Les graves pénuries enregistrées à ce jour viennent s'ajouter à la tension actuelle dans une économie basée à 50% sur le marché informel et où les produits de premières nécessités viennent à 90% de l'étranger. Depuis un mois, le pays est complètement à l'arrêt, 90 000 petites et moyennes entreprises risquent de mettre la clé sous la porte accentuant gravement le taux déjà élevé du chômage.

Conclusion

Cette analyse peut paraître alarmiste si on compare les chiffres annoncés pour l'Algérie à ceux de la France ou des États Unis. J'espère voir rapidement l'épidémie éradiquée mais un passif déplorable de ce pouvoir quant à sa gestion de crises et de situation extrêmes me laisse craindre le pire.